

Beyrouth : le rêve éveillé de l'Elysée sur l'Orient



Le président français s'est rendu à Beyrouth ce jeudi 6 août, deux jours après la double explosion qui a détruit une partie de la ville et fait des centaines de victimes et des milliers de blessés. Le chef de l'Etat français a annoncé jeudi à Beyrouth qu'il voulait "organiser l'aide internationale" pour le Liban. Emmanuel Macron a exhorté la classe politique libanaise à prendre ses "responsabilités" face à la crise du pays.

Avec Alain
Rodier

Le président Emmanuel Macron a rencontré le 6 août son homologue libanais, le général Michel Aoun à Beyrouth. Il est vrai que cette catastrophe est épouvantable mais, si l'on replace cela dans l'Histoire, il convient de se rappeler que le 23 octobre 1983, 241 Marines américains, 58 soldats français et 6 Libanais ont été assassinés lors de deux terribles explosions qui, heureusement si l'on peut s'exprimer ainsi, ont été "ciblées" et ont causé beaucoup moins de dégâts aux alentours.

Si l'information est vraie (il convient de se méfier des comptes-rendus qui peuvent être déformés), le président Macron a déclaré vouloir "coordonner l'aide internationale pour le Liban" frappé par l'explosion de Beyrouth et "souhaiter rencontrer l'ensemble des acteurs politiques libanais pour des réformes". Il aurait promis de revenir en septembre pour voir où tout cela en était. Il prendrait alors les "décisions qui s'imposent..."

Cela pose de nombreuses questions.

- Le président français veut "coordonner" l'aide internationale (qui est souvent beaucoup plus importante que celle octroyée par Paris). Est-ce que ce message "bienveillant" mais un peu "directif" va être reçu avec les honneurs qui lui sont dus à Washington, Moscou, Téhéran, Riyad, Doha, Berlin, Londres, etc. ? Je ne suis pas certain que le président Macron ait l'envergure de son illustre prédécesseur, le général De Gaulle pour faire entendre la "voix de la France" (il est énervant d'entendre cette réplique répétée à l'envi par les journalistes alors que lorsque l'on parle des USA ou de la Russie, on dit "la Maison Blanche" ou "le Kremlin" en sous-entendant que les dirigeants ne représentent pas tout le peuple qu'ils administrent.

- Il veut "rencontrer" l'ensemble des "acteurs politiques libanais; Hezbollah y-compris (30 à 35% de la population libanaise est chiite) ?

- Il veut leur "parler des réformes". N'est-ce pas une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain ? Il est vrai que Paris peut conditionner son aide à ces réformes mais l'aide humanitaire est urgente, les réformes (même totalement justifiées) moins... En fait de changements, ce sont surtout les opposants vivants à l'étranger qui rêvent de prendre la relève comme l'a fait en son temps le général Aoun réfugié confortablement sur la côte d'Azur puis en région parisienne (1990-2005) en attendant son tour...

- Le président Macron veut "aider" le Liban, ce qui est, à titre individuel, moralement complètement compréhensible, mais aussi les pays du Sahel et bien d'autres (à l'exception de la Syrie dont le pouvoir est considéré comme infréquentable, donc ses populations - en dehors des Kurdes sous contrôle américain - peuvent aller se faire voir ailleurs ; il veut bien sauver les chrétiens du Liban mais ceux de Syrie...). En ce qui concerne le chef de tous Français, il serait intéressant de savoir d'où il va sortir tous ces "sous" pour aider

des malheureux étrangers alors que ses administrés sont confrontés à la pire situation économique depuis la Seconde guerre mondiale sans même parler du coronavirus qui frappe l'ensemble de la planète. Certes, certains conseillers éclairés doivent lui glisser à l'oreille que le bien des Français passe par un développement économique à l'international. La question est : que pèse le Liban en dehors des magouilles financières auxquelles se sont livrés ses dirigeants successifs dont la fortune incalculable a permis de soudoyer nombre de responsables hexagonaux ?

Alors, que faire ? Apporter une aide d'urgence est obligatoire même si les personnels de la protection civile (qui méritent out notre respect) envoyés auraient pu servir sur le territoire national face aux incendies souvent provoqués par la main humaine et en espérant que le pays ne connaisse pas conjointement une autre grande catastrophe (en passant, vérifier les stockages de matières dangereuses, ce qui est évidemment fait mais un petit coup de loupe pourrait être le bienvenu). Un porte hélicoptères-amphibie Tonnerre devrait compléter le dispositif dans la semaine qui suit.

Et surtout, ne pas retomber dans ce défaut bien français du "donneur de leçons" pour les Libanais mais aussi pour la communauté internationale. La France doit être fière et ne pas renier son Histoire, avec ses hauts et ses bas, mais elle n'est pas liée avec quiconque à l'époque actuelle. Elle défend tout simplement ses intérêts actuels et à venir. Les gouvernants doivent avoir avant tout le souci de préserver le bien-être des concitoyens qui les ont élus à leur poste. Cela passe bien sûr par des relations avec l'étranger, le repli sur le "village gaulois" étant une pure illusion, mais ce ne sont pas les bons sentiments qui doivent présider aux décisions prises mais le sort du pays dans son ensemble. Deux des plus grands dirigeants que la France ait connu (qui l'ont rendu plus forte qu'au moment où ils sont arrivés au pouvoir), le général De Gaulle et le roi Louis XI l'avaient bien compris. Il en a été de même avec les derniers gouvernements au Sahel où ils ont évité que la menace jihadiste ne s'étende à l'ensemble du continent africain puis à l'Europe et donc à la France, pays d'accueil privilégié pour les francophones. Il convient de faire de même ailleurs, et sans état d'âme.

Le président Macron semble très au fait de la situation libanaise. Peut-être pense-t-il avoir "la solution" qui va réintroduire la France au Proche-Orient alors que la politique menée par le Quai d'Orsay (et pas par la "France") depuis des années l'en a éjecté. Dans les faits, il semble qu'il souhaite surtout s'opposer au Amal (mouvement politique chiite) et plus encore au Hezbollah et donc, par ricochet à l'action de l'Iran dans la région. En cela, il se range résolument derrière les Américains et les Israéliens mais va mettre en mauvaise position les forces de la FINUL (particulièrement françaises) stationnées au Sud-Liban en pleine zone contrôlée par le Hezbollah.

Enfin, il a donné rendez-vous aux Libanais le 1er septembre mais il en a "en même temps" un autre d'importance avec les Français.